

TABLEAU D'ANALYSE ET DES MESURES ENVISAGEES

Ecart (E) / Remarques relevés (R)		Références juridiques	Niveau de criticité (1 à 5)	Risque relevé	Mesures appliquées	Délais d'exécution
					I / P / R / S	
E1	E1. Le projet d'établissement (Projet de Service) transmis par la structure n'est pas daté. L'équipe de contrôle ne peut pas apprécier pas sa validité sachant que conformément par rapport à la réglementation doit être renouvelé tous les 5 ans.	CASF (L.311-8 et D311-38)	2	Moyen	Prescription (P)	15 jours
E2	E2. La mission de contrôle n'a pas de document démontrant la continuité de la fonction de direction en cas d'absence de la directrice de l'établissement. Une procédure, une note interne ou tout autre un document signés nominatif du remplaçant de la directrice en cas d'absence doit être transmis.	Art. D. 312-176-5 et suivants du CASF	3	Elevé	Injonction (I)	1 mois
E3	E3. L'établissement n'a pas transmis de procédures de recrutement permettant à l'équipe de contrôle de vérifier son existence, ni de lister les pièces réclamées lors de l'embauche ceci permettant de constituer le dossier de l'agent et de justifier sa qualification.	Art L312-1-II, al.2 CASF	3	Elevé	Injonction (I)	1 mois
E4	E4. L'établissement n'a pas transmis de liste des pièces réclamées lors de l'embauche ainsi permettant de vérifier la compatibilité au regard du casier judiciaire.	Art. L133-6 CASF	3	Elevé	Injonction (I)	1 mois
E5	E5. (Sous réserve de transmission du rapport de 2022 et/ou celui de 2023)	Article D.312-158 du CASF	2	Moyen	Prescription (P)	1 mois
E6	E6. Il n'a pas été transmis à la mission de documents probants attestant du respect de la protection des données à caractère nominatif.	Article L. 312-9 du CASF	2	Moyen	Prescription (P)	1 mois

Ecart (E) / Remarques relevés (R)		Références juridiques	Niveau de criticité (1 à 5)	Risque relevé	Mesures appliquées I / P / R / S	Délais d'exécution
R1	R1. L'établissement n'a pas transmis de preuves d'au moins 3 réunions se tenant sur une année.		1	Faible	Recommandation (R)	1 mois
R2	R2. Le document transmis par l'établissement bien que donnant le détails des effectifs, ne répond pas aux questions posées. La mission de contrôle ne peut analyser les effectifs et leur évolution.		2	Moyen	Prescription (P)	1 mois
R3	R3. L'établissement n'a fourni aucune procédure de recrutement et de licenciement permettant à l'équipe de contrôle de vérifier son existence.		3	Elevé	Injonction (I)	1 mois
R4	R4. La procédure d'élaboration du plan de formation devra être transmise à la mission de contrôle sur pièces		1	Faible	Recommandation (R)	1 mois
R5	R5. La feuille d'émargement relative à la formation organisée en Juillet ou en Aout 2023 à transmettre à la mission de contrôle sur pièces		1	Faible	Recommandation (R)	1 mois
R6	R6. Il n'existe pas de procédure formalisée		2	Moyen	Recommandation (R)	1 mois
R7	R7. La procédure est à formaliser		2	Moyen	Recommandation (R)	1 mois
R8	R8. Une procédure de gestion des systèmes d'information doit être mise en place par l'établissement.		2	Moyen	Prescription (P)	1 mois
R9	R9. L'établissement n'a pas transmis à la mission de contrôle de procédure d'admission du résident.		3	Elevé	Prescription (P)	1 mois
R10	R10. Bien que le livret d'accueil eut été transmis, il conviendrait de le mettre à jour.		2	Moyen	Recommandation (R)	1 mois